

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple – Un But – Une Foi



Ministère des Finances et du Budget

**RAPPORT D'EXECUTION BUDGETAIRE DU
PREMIER TRIMESTRE 2025**

Juin 2025

Avant-propos

Le présent rapport est élaboré en application de l'article 70 de la loi organique n° 2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances. Il est publié conformément aux dispositions prévues au point 6.6 de l'annexe à la loi n° 2012-22 du 27 décembre 2012 portant Code de transparence dans la gestion des Finances publiques.

Il expose la situation d'exécution du budget de l'État du Sénégal à la fin du premier trimestre 2025 au regard des prévisions de la loi n°2025-02 du 06 janvier 2025 portant Loi de Finances initiale (LFI) pour l'année 2025.

Dans ce document, la monnaie de référence est le franc CFA, sauf indication contraire.

SYNTHESE DE LA SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET AU PREMIER TRIMESTRE 2025

Les recettes et dons du budget général mobilisés au 31 mars 2025 se sont élevés à **1 027,82 milliards**, soit un taux d'exécution de **21,44%** des prévisions de la LFI.

Les dépenses du budget de l'Etat (base ordonnancement) sont réalisées à hauteur de **1 419,45 milliards**, représentant **22,14%** des crédits ouverts au 31 mars 2025.

Au titre du Fonds national de Retraite (FNR), les recettes ont été recouvrées pour un montant de **45,17 milliards** et les dépenses exécutées à hauteur de **33,47 milliards**, soit un solde positif de **11,70 milliards** à fin mars 2025.

Situation d'exécution du budget général à la fin du 1^{er} trimestre 2025 (en milliards)

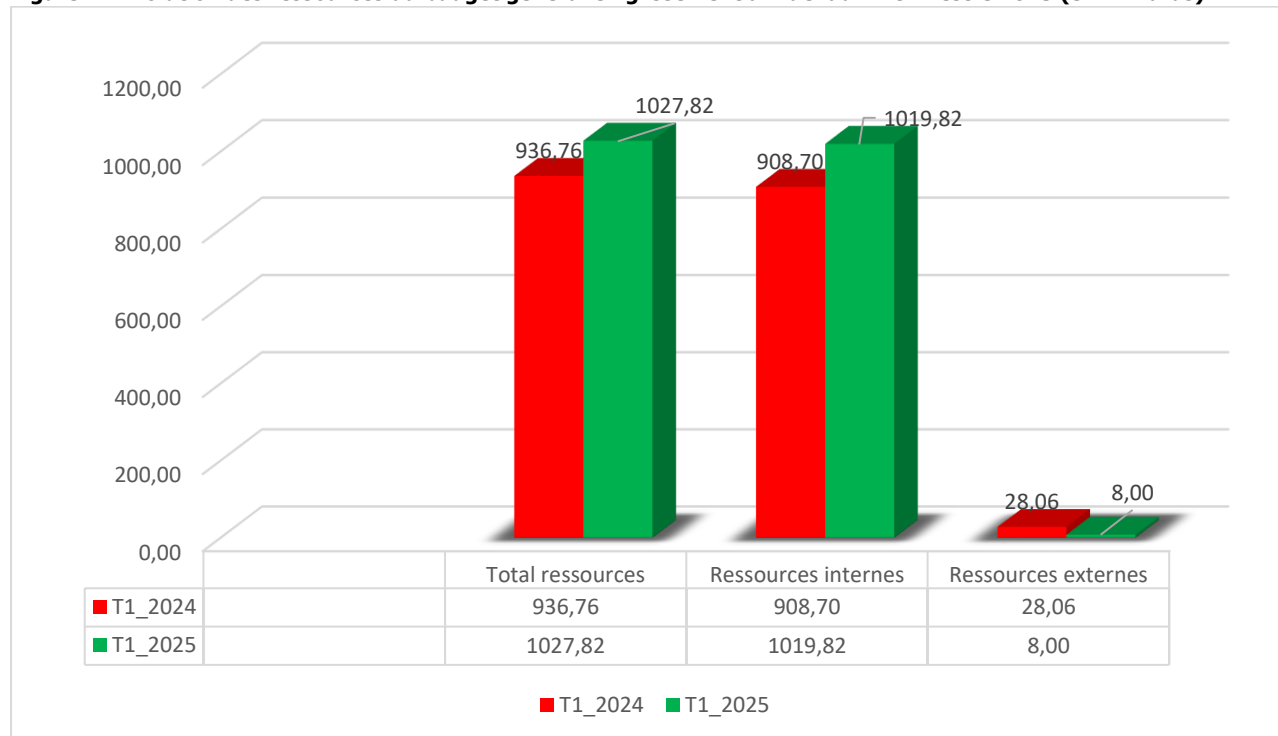
Rubriques	LFI (1)	Report (2)	Modifications (3)	Crédits ouverts/Prev. Fin. (4)	Exéc. (5)	Taux d'exéc. (5)/(4)
BUDGET GENERAL						
RECETTES						
<i>Recettes fiscales</i>	4 359,60	-	-	4 359,60	960,26	22,03%
<i>Recettes non fiscales</i>	190,00	-	-	190,00	59,56	31,35%
Total recettes internes	4 549,60	-	-	4 549,60	1 019,82	22,42%
Dons budgétaires	45,00	-	-	45,00	-	0,00%
Dons en capital	200,00	-	-	200,00	8,00	4,00%
Total recettes externes	245,00	-	-	245,00	8,00	3,27%
I TOTAL RECETTES BUDGET GENERAL	4 794,60	-	-	4 794,60	1 027,82	21,44%
DEPENSES						
Charges financières la dette publique	932,10	-	-	932,10	225,24	24,16%
Dépenses de personnel	1 485,50	-	-	1 485,50	357,07	24,04%
Acquisitions de biens et services	420,47	-	- 4,60	415,87	84,65	20,35%
Transfert courant	1 510,00	-	4,60	1 514,60	463,93	30,63%
Total dépenses ordinaires	4 348,07	-	-	4 348,07	1 130,89	26,01%
Dépenses en capital sur ressources internes = (a) + (b)	880,00	15,71	-	895,71	103,37	11,54%
(a). Investissements exécutés par l'Etat	302,68	11,57	- 6,00	308,25	2,64	0,86%
(b). Transferts en capital	577,32	4,14	6,00	587,46	100,72	17,15%
Dépenses en capital sur ressources externes	1 167,00	-	-	1 167,00	185,20	15,87%
Total dépenses en capital	2 047,00	15,71	-	2 062,71	288,57	13,99%
II TOTAL DEPENSES DU BUDGET GENERAL	6 395,07	15,71	-	6 410,78	1 419,45	22,14%

SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET

A fin mars 2025, les ressources mobilisées au titre du budget général se sont élevées à **1 027,82 milliards**, soit **21,44%** de l'objectif annuel de **4 794,60 milliards** fixé par la loi de finances initiale de 2025 (LFI 2025).

Par rapport à la même période en 2024, la mobilisation de ces ressources a enregistré une hausse de **91,06 milliards** en valeur absolue, soit **9,72%** en valeur relative.

Figure 1 : Evolution des ressources du budget général en glissement annuel au 1^{er} trimestre 2025 (en milliards)



Source : DEES/DGCPT/MFB

I.1 LES RESSOURCES INTERNES

A la fin du premier trimestre 2025, les ressources internes du budget général ont été recouvrées à hauteur de **1 019,82 milliards**, soit un taux de réalisation de **96,15%** par rapport à l'objectif fixé de **1 060,70 milliards** au premier trimestre.

Elles sont ainsi constituées de recettes fiscales pour **960,26 milliards** et de recettes non fiscales pour **59,56 milliards**.

Comparé à la même période de l'année 2024, le recouvrement des ressources internes est en hausse de **111,12 milliards**, soit une croissance de **12,23%** portée par une augmentation des recettes fiscales de 99,44 milliards (+11,6%) et une progression des recettes non fiscales de 11,68 milliards (+24,4%).

Tableau 1 : Situation des recouvrements de recettes internes à la fin du premier trimestre 2025 (en milliards)

Natures des recettes	Recouvrement T1_2024	LFI2025	objectif T1_2025	Recouvrement T1_2025	Taux d'exécution T1_2025		Evolution T1 2025/T1 2024	
					Trim.	Annuel	En valeur	En %
Recettes fiscales	860,82	4 359,60	1017,2	960,26	94,4%	22,0%	99,44	11,6%
Recettes non fiscales	47,88	190,00	43,5	59,56	137%	31,3%	11,68	24,4%
Total Recettes	908,70	4 549,6	1 060,70	1 019,82	96,15%	22,4%	111,12	12,2%

Source : DEES/DGCPT/MFB

I.2 LES RESSOURCES EXTERNES

Les dons reçus au cours du premier trimestre de 2025 se sont établis à **8,00 milliards**, soit **3,27%** des prévisions de la loi de finances initiale (LFI) 2025. Ils sont essentiellement constitués de dons en capital destinés à financer des projets d'investissement.

Les tirages sur dons en capital proviennent pour 60% des principaux partenaires que sont la Banque mondiale (35%) et la KFW (15%).

Tableau 2 : Situation des dons reçus à la fin du 1^{er} trimestre 2025 (en milliards)

Natures des dons	LFI 2025	T1 2024	T1 2025	Taux T1_2025 d'exéc.	Evolution T1_2025/T1_2024	
					En valeur	En %
Dons courants	45,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Dons en capital	200,00	28,06	8,00	4,00%	-20,06	-71,49%
Total ressources externes	245,00	28,06	8,00	3,27%	-20,06	-71,49%

Source : DODP/DGB/MFB

II. LES DEPENSES DU BUDGET GENERAL

II.1 MODIFICATIONS DE CREDITS DE PAIEMENT OUVERTS PAR LA LOI DE FINANCES

Les crédits de paiement (CP) ouverts par la LFI 2025 ont connu une hausse de 15,71 milliards, au cours du premier trimestre de 2025, passant de 6 395,07 à 6 410,78 milliards, du fait des reports de crédits de 15,71 milliards sur les dépenses en capital financées sur ressources internes.

Globalement, la répartition par catégorie de dépenses intégrant les reports de crédits de la LFI 2025 se présente comme suit :

- les crédits ouverts au titre de dépenses d'acquisition de biens et services de l'Etat ont connu une diminution d'un montant de 4,60 milliards ;
- les crédits ouverts au titre de dépenses de transfert courant ont enregistré une augmentation de 4,60 milliards ;
- les crédits ouverts au titre de dépenses d'investissement exécutées par l'Etat ont connu une hausse de 5,57 milliards et
- les crédits ouverts au titre de dépenses de transferts en capital ont connu une augmentation de 10,14 milliards.

Tableau 3 : Situation des modifications de crédits à la fin du premier trimestre de 2025 (en milliards)

Catégories de dépenses	LFI_2025	Reports de crédits	de Modifications	Crédits ouverts T1_2025
Charges financières de la dette	932,10	0,00	0,00	932,10
Dépenses de personnel	1485,50	0,00	0,00	1485,50
Dépenses d'acquisitions de biens et services	420,47	0,00	-4,60	415,87
Dépenses de Transfert courant	1510,00	0,00	4,60	1514,60
Dépenses en capital sur ressources internes	880,00	15,71	0,00	895,71
Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	302,68	11,57	-6,00	308,25
Dépenses de transferts en capital	577,32	4,14	6,00	587,46
Dépenses en capital sur ressources externes	1167,00	0,00	0,00	1167,00
Total budget général	6395,07	15,71	0,00	6410,78

Source : SYSBUDGET/DGB/MFB

II.2 EXECUTION CONSOLIDEE DES DEPENSES

Les dépenses du budget général ordonnancées au cours du premier trimestre 2025 se sont établies à **1 419,45 milliards** représentant **99,97%** des crédits liquidés.

L'exécution des dépenses est ainsi répartie entre :

- les dépenses ordinaires exécutées pour un montant de **1 130,89 milliards** sur des liquidations d'un montant de **1 131,37 milliards FCFA**, soit **99,96%** ;
- les dépenses en capital réalisées à hauteur de **288,57 milliards** sur des crédits liquidés d'un montant de **288,57 milliards**, soit **100%**.

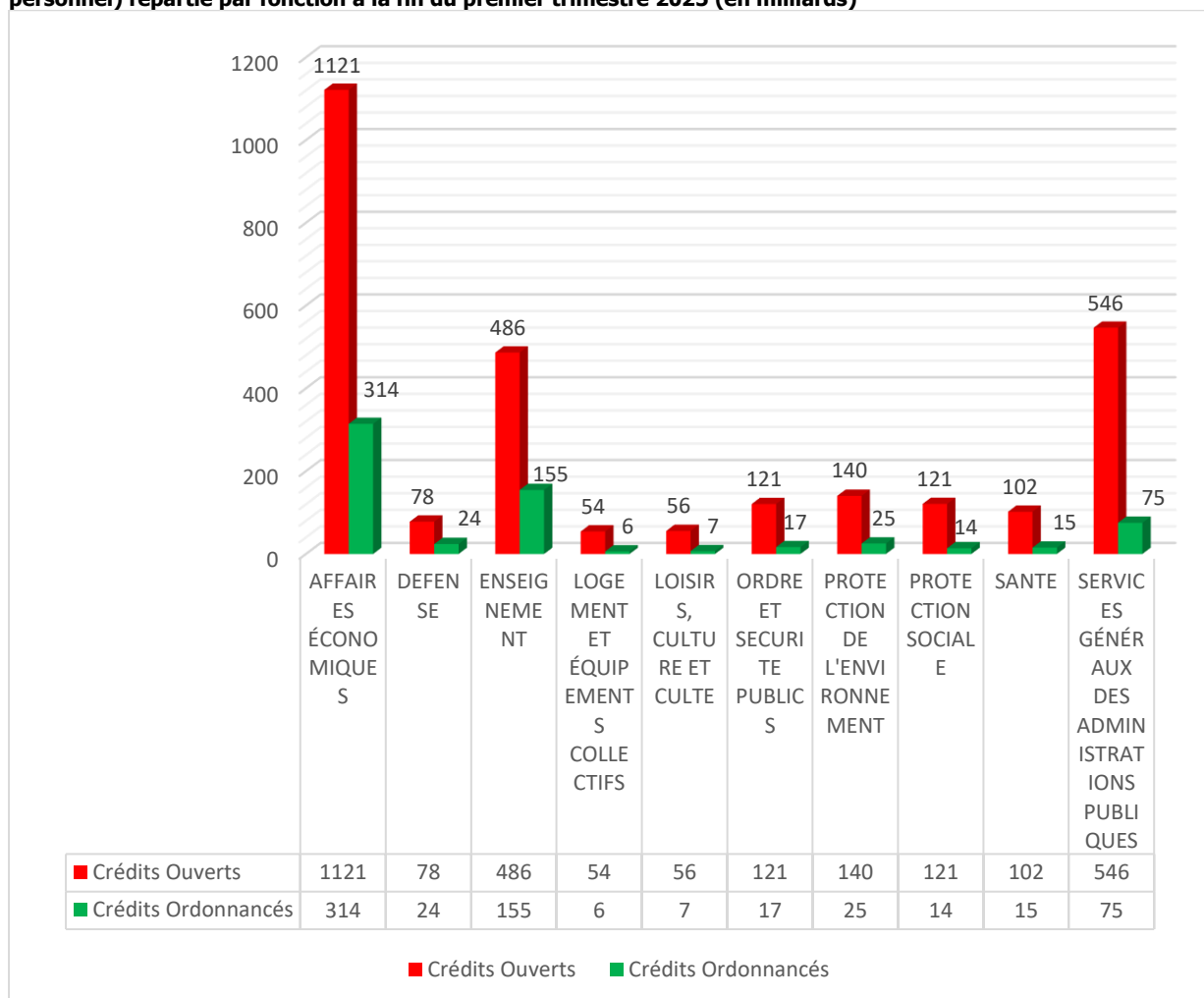
Tableau 4 : Situation des dépenses du budget général à la fin du premier trimestre de 2025 (en milliards)

Catégories de dépenses		Liquidé. CP	CP.Ord	CP. Pris en Char	Taux d'exéc. CP Base Liquidat.
Dépenses ordinaires	Total dépenses ordinaires	1131,37	1130,89	1084,45	99,96%
	Charges financières de la dette	225,24	225,24	225,24	100,00%
	Dépenses de personnel	357,07	357,07	357,07	100,00%
	Dépenses d'acquisition de biens et services	85,13	84,65	78,45	99,43%
	Dépenses de transferts courants	463,93	463,93	423,69	100,00%
Dépenses en capital	Total dépenses en capital	288,57	288,57	282,65	100,00%
	Dépenses en capital sur ressources internes	103,37	103,37	97,45	100,00%
	Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	2,64	2,64	1,43	100,00%
	Dépenses de transferts en capital	100,72	100,72	96,02	100,00%
	Dépenses en capital sur ressources externes	185,20	185,20	185,20	100,00%
TOTAL DEPENSES BUDGET GENERAL		1419,93	1419,45	1367,10	99,97%

Source : TOFE/DGCPT/MFB et SYSBUDGEP/DGB/MFB

La situation d'exécution des dépenses financées sur ressources internes (hors charges financières de la dette et dépenses de personnel) selon l'objet socio-économique se présente comme suit :

Figure 2 : Exécution des dépenses sur ressources internes (hors charges financières de la dette et dépenses de personnel) répartie par fonction à la fin du premier trimestre 2025 (en milliards)



Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

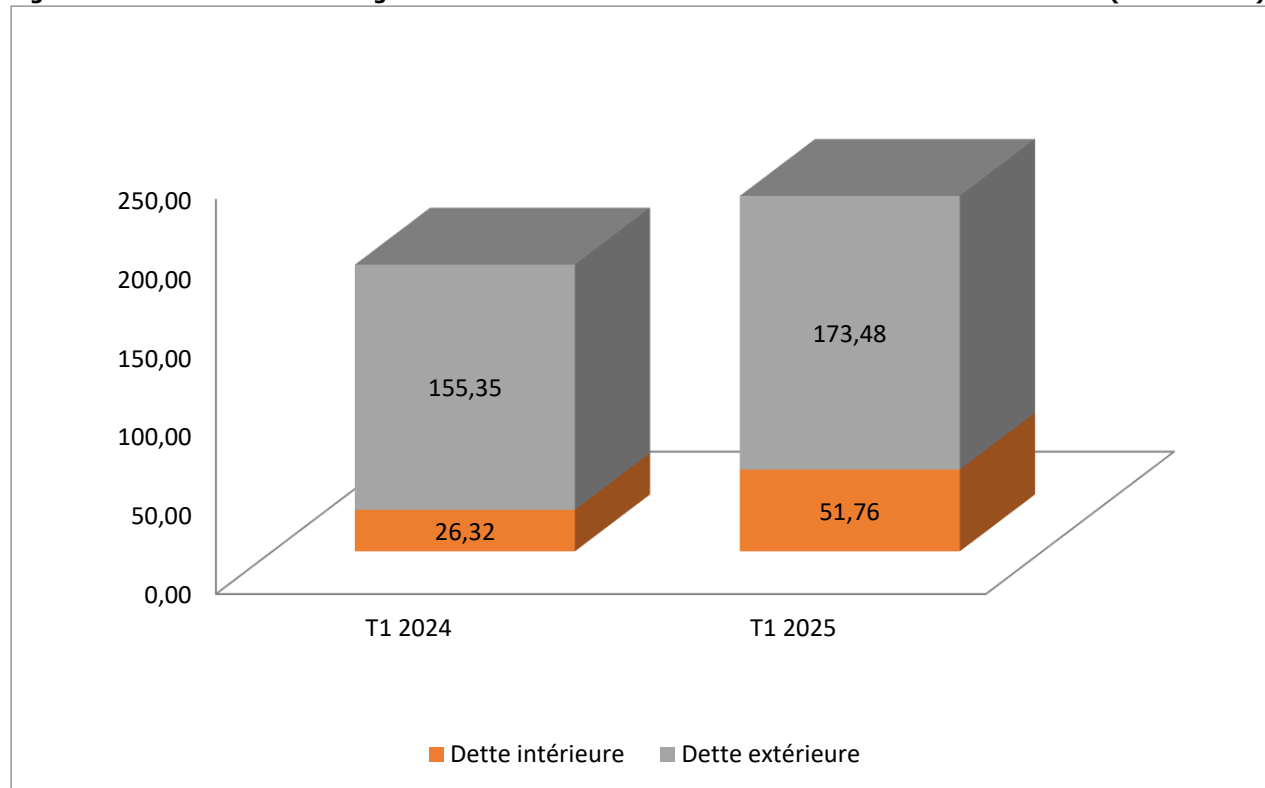
II.3 EXECUTION DES DEPENSES ORDINAIRES

1. Charges financières de la dette

Les charges financières de la dette au cours du premier trimestre 2025 se sont élevées à **225,24 milliards**, soit **24,16% des prévisions** de la LFI 2025.

Comparées à la même période de l'année précédente, les charges financières ont augmenté de **43,57 milliards**, soit **23,98%**. Cette hausse est imputable aux charges de la dette intérieure et extérieure qui ont augmenté respectivement de 25,44 milliards et 18,13 milliards.

Figure 3 : Evolution des charges financières de la dette à la fin du 1^{er} trimestre 2025 (en milliards)



Source : TOFE/DEES/DGCPT/MFB

2. Dépenses de personnel

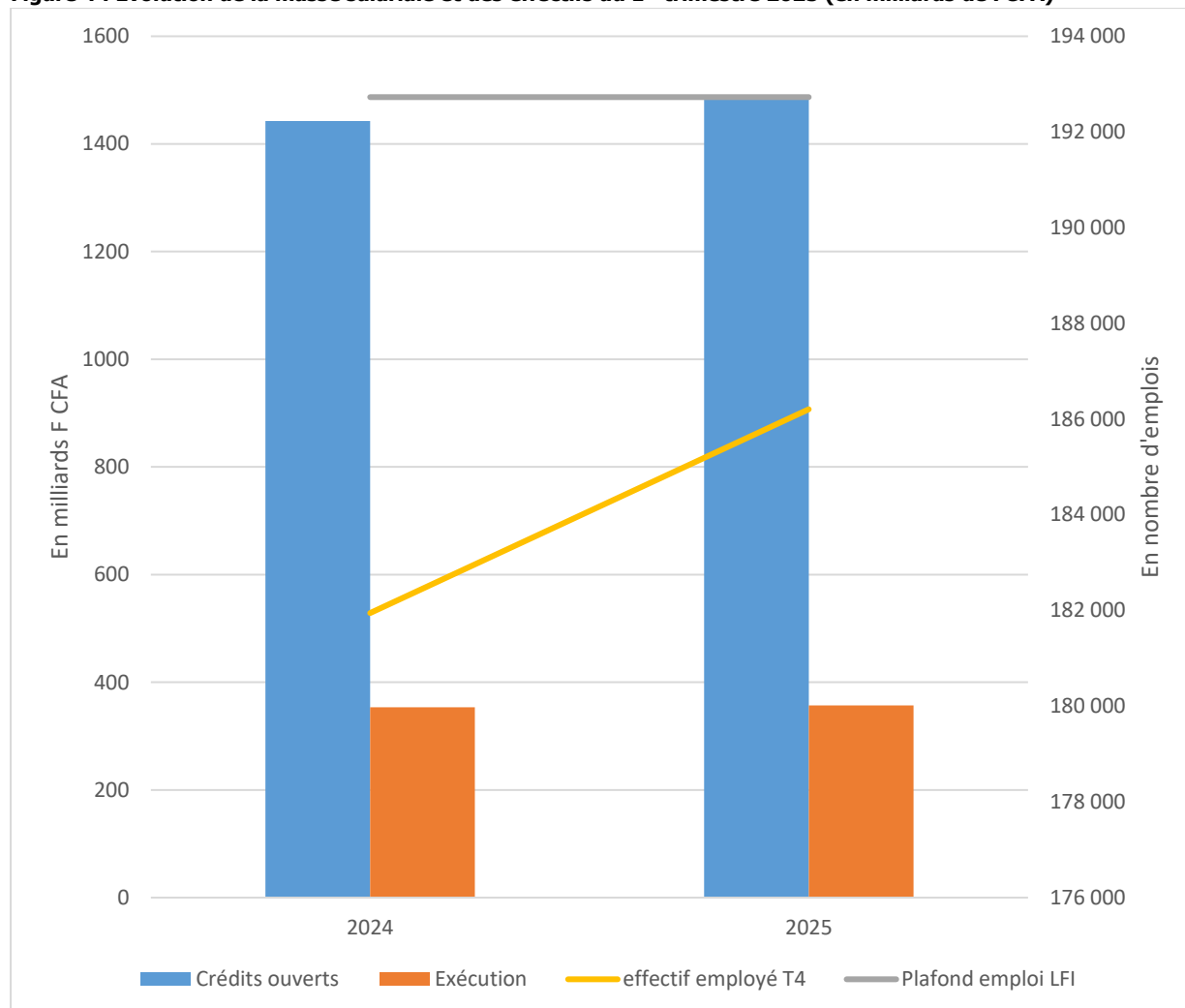
Les dépenses de personnel exécutées au 31 mars 2025 s'élèvent à **357,07 milliards**, soit un taux d'exécution de **24,04%** sur des crédits ouverts de **1 485,50 milliards**.

En glissement annuel, les dépenses de personnel ont évolué de **3,58 milliards** en valeur absolue et **1,00%** en valeur relative.

Les dépenses de personnel sont principalement portées par les secteurs de l'Education et de la Formation professionnelle avec un montant de **189,900 milliards**, soit **54,25%** du total. Ces secteurs sont suivis par les secteurs des forces de défense et de sécurité (**84,26 milliards** soit **24,07%**), de la santé (**19,962 milliards**, soit **5,70%**), des Finances et de Budget (**10,830 milliards**, soit **3,09%**), de la Justice (**9,086 milliards**, soit **2,60%**) et les Institutions constitutionnelles (**7,378 milliards**, soit **2,11%**). Les autres secteurs se partagent **8,18%** de la masse salariale, soit **28,649 milliards**.

L'effectif des agents de la fonction publique se chiffre à la fin du premier trimestre de 2025 à **186 205** agents soit une progression de **1,4%** par rapport au trimestre précédent.

Figure 4 : Evolution de la masse salariale et des effectifs au 1^{er} trimestre 2025 (en milliards de FCFA)



Source :DS/DGB/MFB

3. Autres dépenses ordinaires

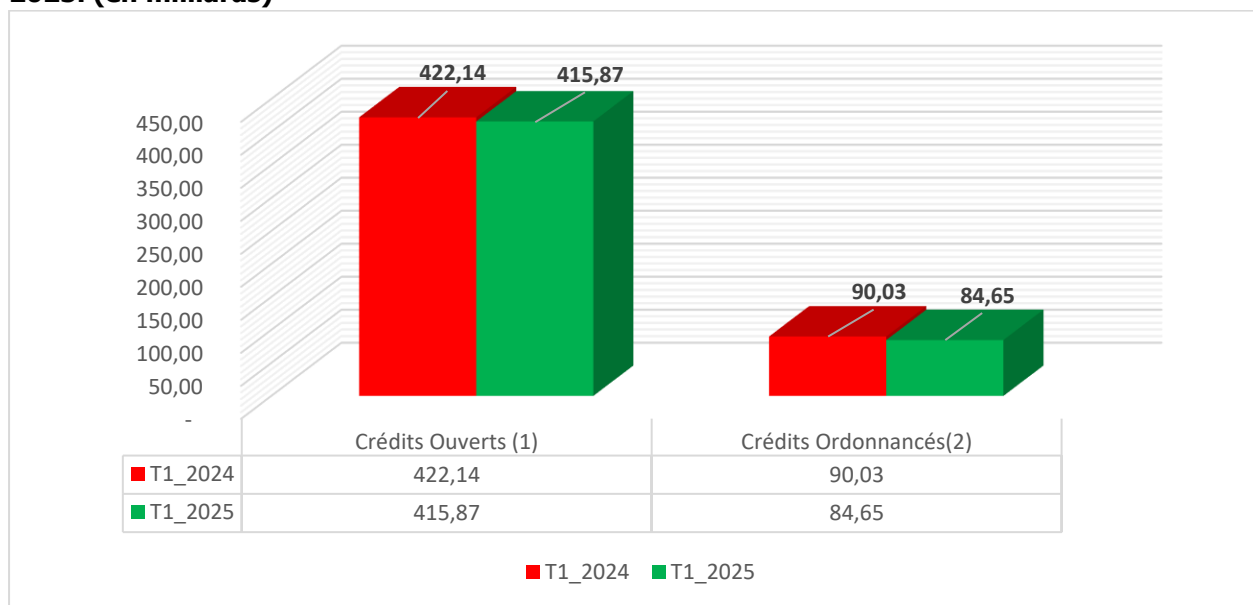
Les autres dépenses ordinaires comprennent :

- les dépenses d'acquisition de biens et services destinées au fonctionnement des services des ministères et des institutions ;
- les dépenses de transferts courants destinées, notamment aux charges d'exploitation d'entités du secteur parapublic ainsi qu'aux transferts aux ménages.

3.1 Dépenses d'acquisition de biens et de services

Les dépenses d'acquisition de biens et services ont été ordonnancées à hauteur de **84,65 milliards**, soit **20,35%**. En glissement annuel, elles ont baissé de **5,38 milliards**.

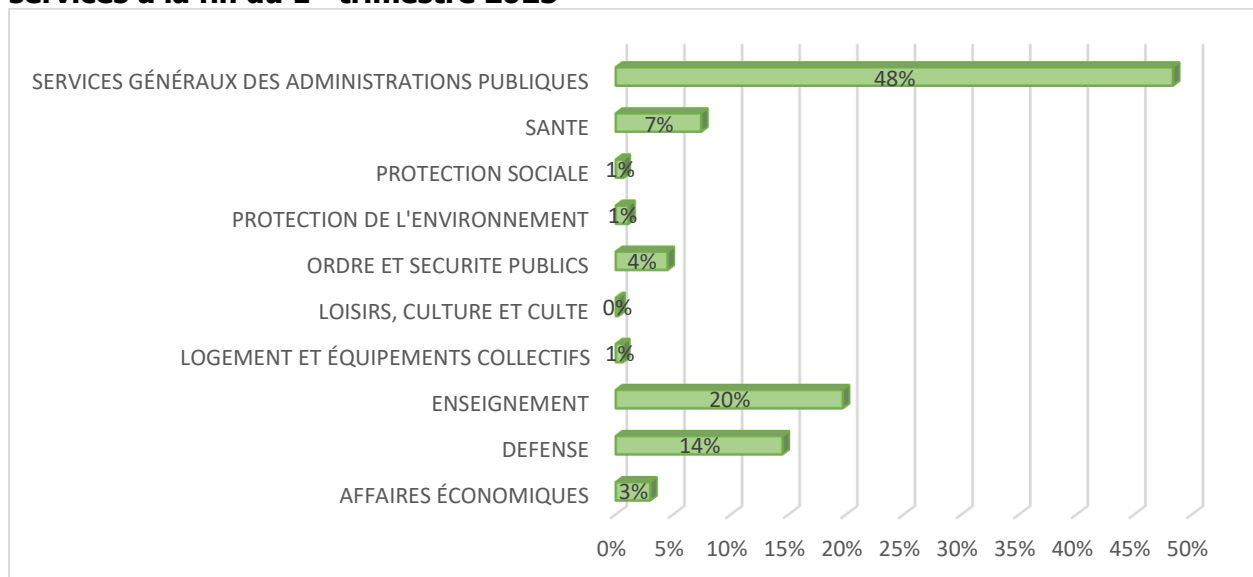
Figure 5 : Evolution de l'exécution des dépenses de biens et de services à la fin du 1^{er} trimestre 2025. (en milliards)



Source : SYSBUDGEP/DGBMFB

Par destination fonctionnelle, les niveaux d'exécution des dépenses d'acquisition de biens et services se présentent comme suit :

Figure 6: Evolution de l'exécution des crédits des dépenses d'acquisitions de biens et services à la fin du 1^{er} trimestre 2025



Source : SYSBUDGEP/DGBMFB

Les taux d'exécution affichés sont essentiellement portés par **les services généraux des administrations publiques** concentrent 48,3%. Les factures d'eau de l'administration centrale ont été réglées pour 19,4 milliards sur une prévision initiale de 22,6 milliards.

Parmi les autres secteurs porteurs, figurent :

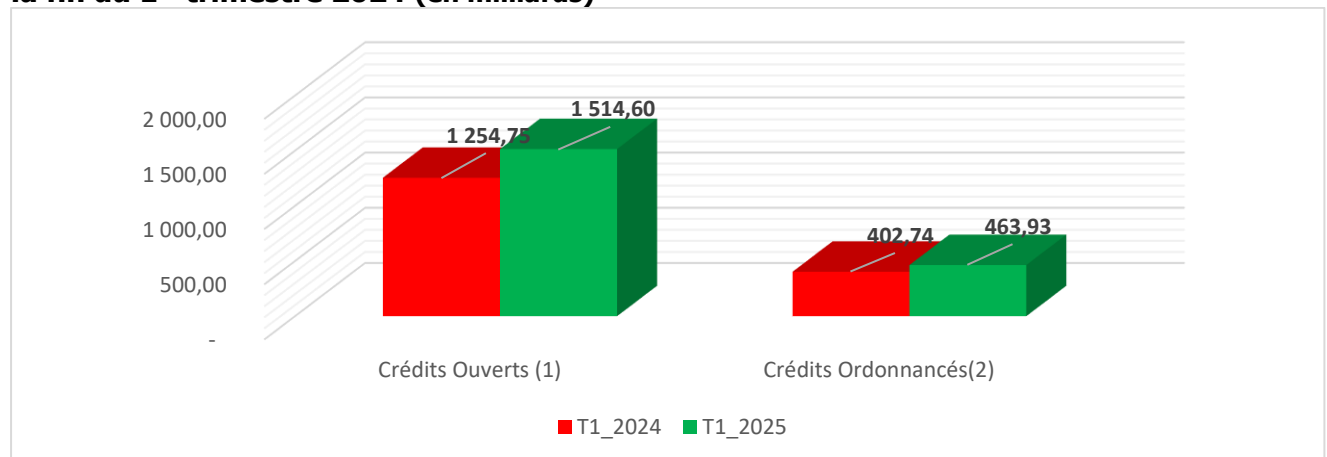
- **l'Enseignement** : 19,7% ;
- la **Défense** : 14,5% ;
- la **santé** : 7,4%.

En revanche, d'autres secteurs ont connu des niveaux d'exécution assez faibles. Il s'agit de l'ordre et la sécurité publics (4,5%), des **affaires économiques** (3%), des **loisirs, culture et culte** (0,2%), des **logements et équipements collectifs** (0,6%) et de la **protection sociale** (0,7%).

3.2 Dépenses de transferts courants

Les transferts courants ordonnancés se sont élevés à **463,93 milliards**, soit un taux d'exécution de **30,63%** contre **402,74 milliards** un an auparavant.

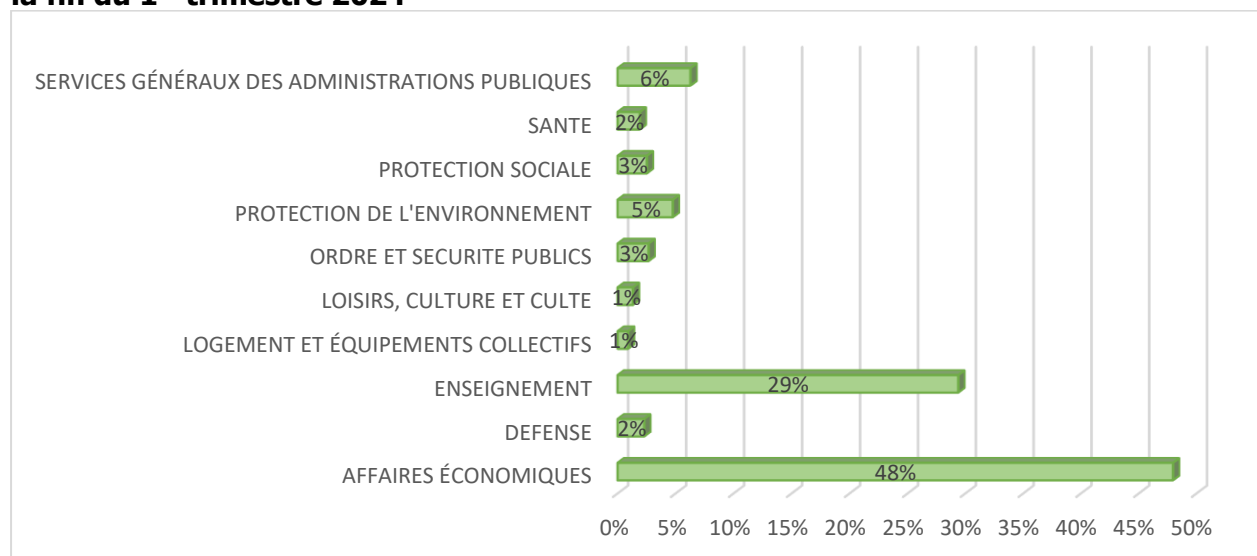
Figure 7 : Evolution de l'exécution des crédits des dépenses de transferts courants à la fin du 1^{er} trimestre 2024 (en milliards)



Source : SYSBUDGEP/DGBMFB

Par destination fonctionnelle, les niveaux d'exécution des dépenses de transferts courants se présentent comme suit :

Figure 8 : Taux d'exécution des transferts courants selon la fonction de la dépense à la fin du 1^{er} trimestre 2024



Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

Globalement, les affaires économiques (48%), l'enseignement (29,4%) et les services généraux des administrations publiques (6,3%) ont été les secteurs porteurs de cette catégorie de dépenses. Pour tous les autres secteurs, les montants ordonnancés se situent en dessous de 5%.

Les Affaires économiques sont portées par :

- la subvention au profit du Fonds Spécial de Soutien au Secteur de l'Énergie (FSE) pour 169 milliards mobilisés au titre de la compensation tarifaire et des pertes commerciales ;
- la subvention de la Poste pour 6 milliards ;
- la dotation de la Société nationale de gestion du patrimoine du Train express régional (Sen Ter Sa) mobilisée pour 5 milliards ;

Concernant le secteur de **l'Enseignement**, il est porté par les Œuvres sociales universitaires couvrant les bourses nationale et étrangères pour 45,77 milliards et les transferts courants aux centres des œuvres universitaires pour 30,36 milliards ainsi que **l'Éducation supérieure** à travers les subventions faites aux Instituts d'Enseignement Supérieurs (IES) et aux Instituts supérieurs d'Enseignement professionnel (ISEP) pour 52,14 milliards.

4. Dépenses en capital

Les dépenses en capital sont ordonnancées à **288,57 milliards**. En glissement annuel, elles sont en baisse de **42,21 milliards**.

Ces dépenses sont réparties entre :

- les dépenses financées sur ressources internes, exécutées à hauteur de **103,37 milliards**, contre **173,52 milliards** un an auparavant ;
- et les dépenses financées sur ressources externes exécutées à **185,20 milliards** contre **157,26 milliards** un an auparavant.

Les principaux secteurs ayant mobilisé l'essentiel des crédits sont ceux de l'agriculture, de l'hydraulique et de l'assainissement, de l'élevage, de l'environnement et du développement durable, des infrastructures ainsi que du développement communautaire et de l'équité territoriale avec les programmes PUDC, PUMA, Promovilles, Couverture Maladie universelle, etc.

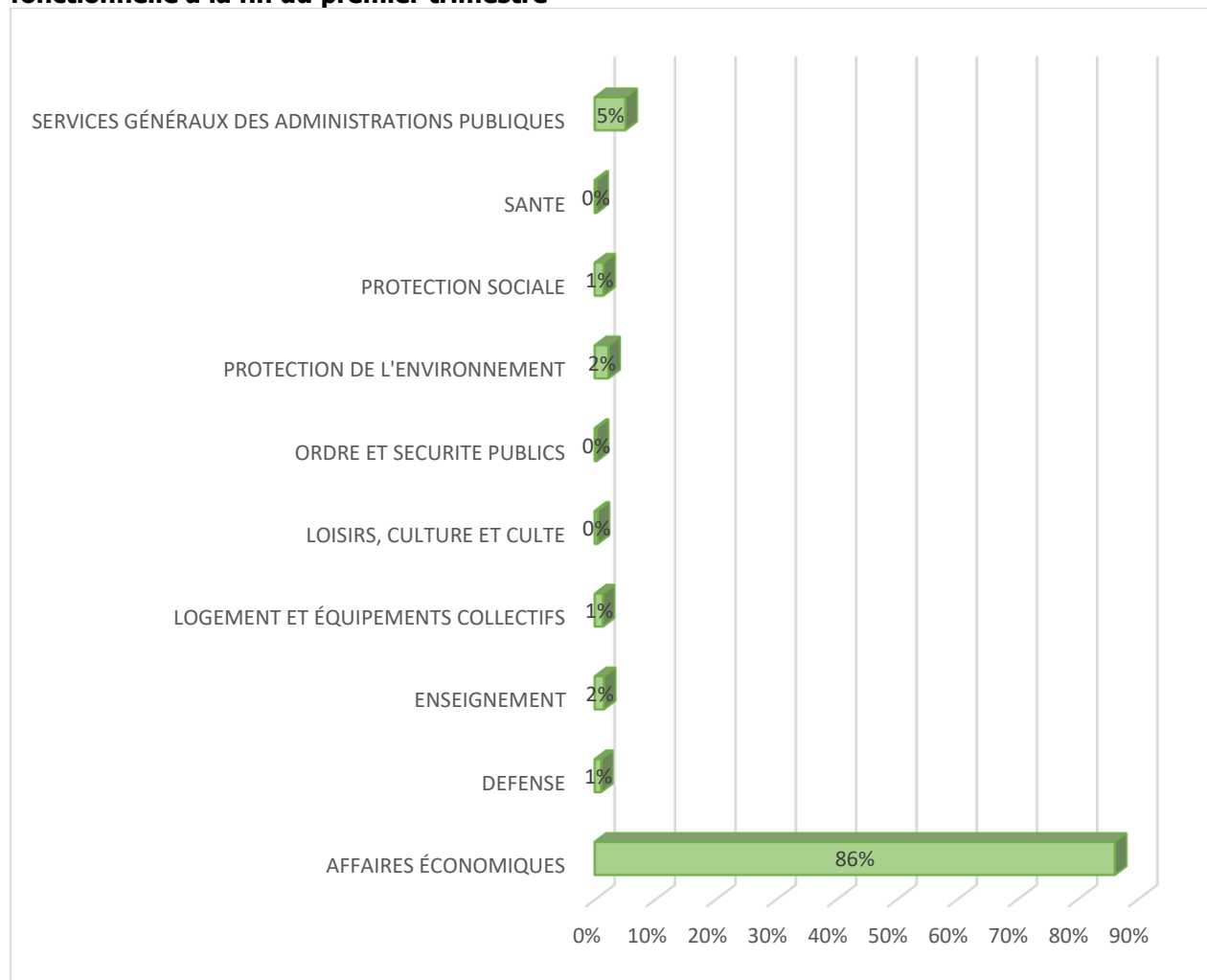
4.1 Dépenses en capital financées sur ressources internes

Les dépenses en capital financées sur ressources internes comprennent les dépenses d'investissement exécutées par l'Etat (catégorie 5) et les dépenses de transferts en capital (catégorie 6).

Le montant total des crédits ordonnancés des dépenses en capital est de **103,36 milliards**, reparté entre les investissements exécutés par l'Etat (**2,64 milliards**) et les transferts en capital (**100,72 milliards**).

Selon la destination socio-économique, la situation d'exécution des dépenses en capital sur ressources internes est présentée suivant la figure ci-dessous.

Figure 9 : Exécution des dépenses en capital sur ressources internes par destination fonctionnelle à la fin du premier trimestre



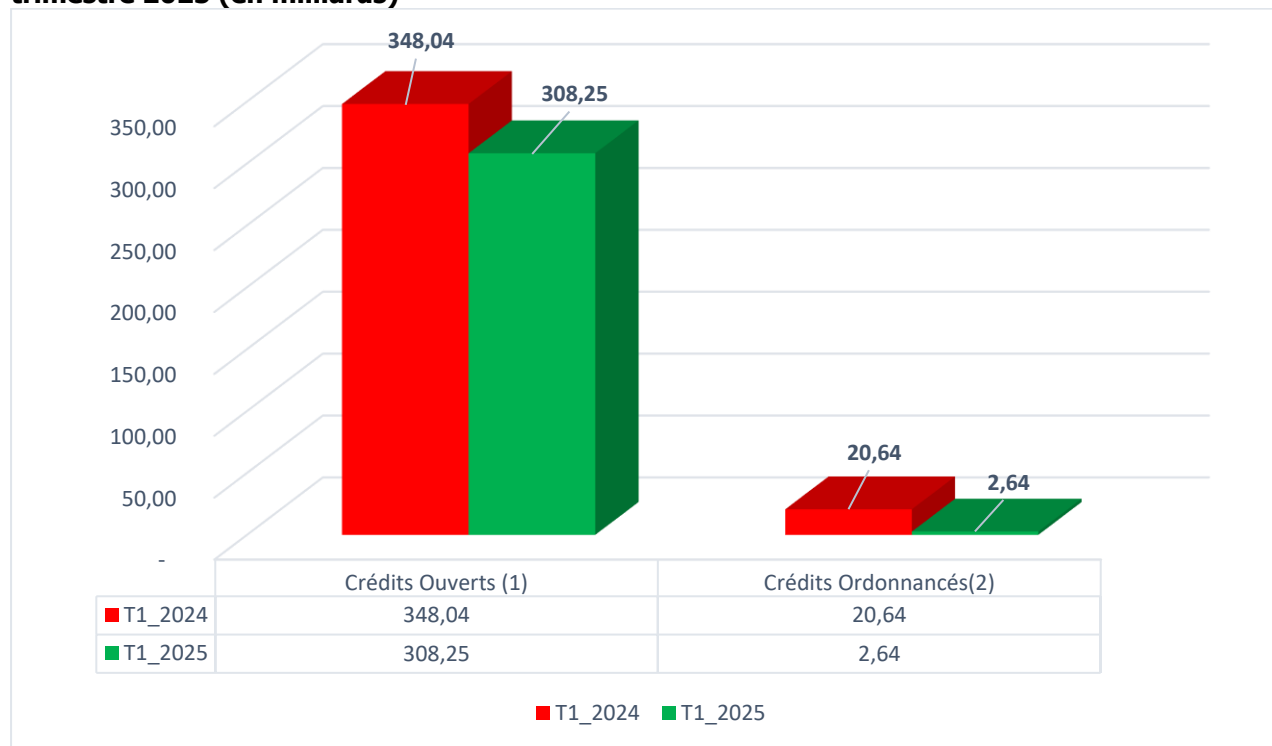
Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

Ces dépenses sont orientées en majorité vers les secteurs des affaires économiques (91,0%), les services généraux des administrations publiques (4,7%) ainsi que la protection de l'environnement (2,1%).

4.1.1 Les Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat

Les investissements exécutés par l'Etat ont été ordonnancés pour un montant de **2,64 milliards**, contre **20,64 milliards** à la fin du premier trimestre de l'année 2024. Ce faible taux se justifie par des procédures de passation de marchés qui ne se dénouent généralement qu'à la fin du premier semestre.

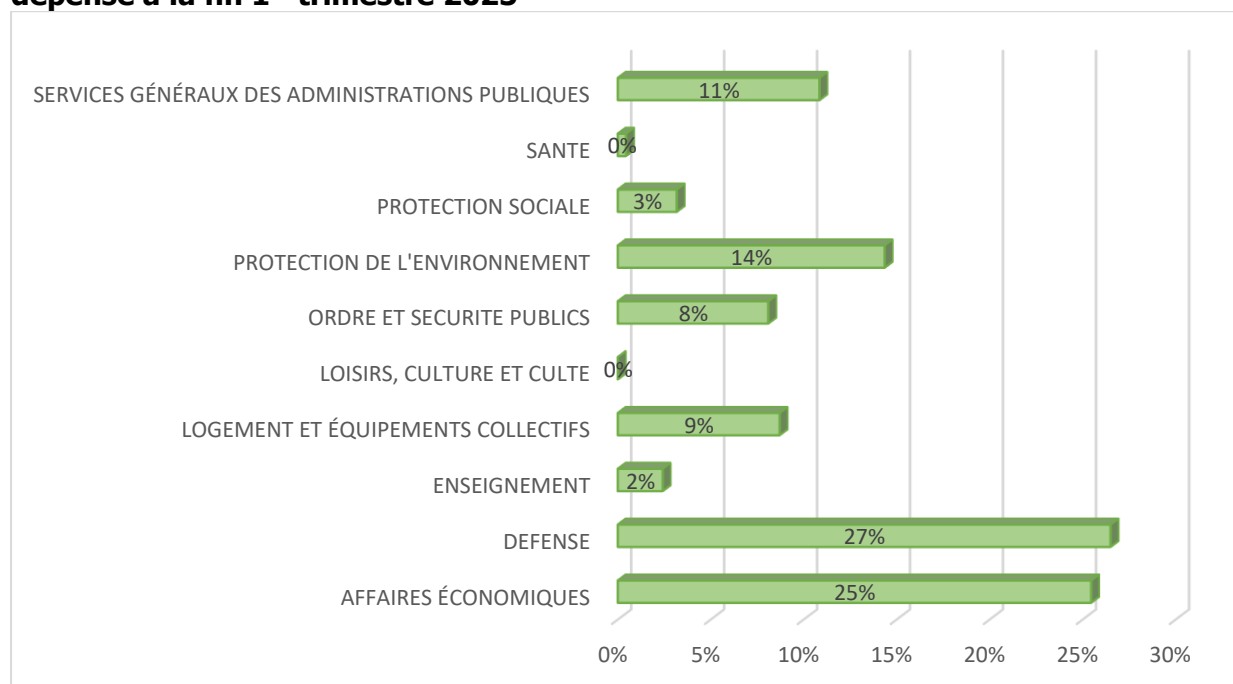
Figure 10 : exécution des crédits de dépenses d'investissements exécutées par l'Etat au 1^{er} trimestre 2025 (en milliards)



Source : SYSBUDGEP/DGBMFB

Selon la destination socio-économique, la situation d'exécution des dépenses d'investissement est présentée suivant la figure ci-dessous.

Figure 11 : Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat selon la fonction de la dépense à la fin 1^{er} trimestre 2025



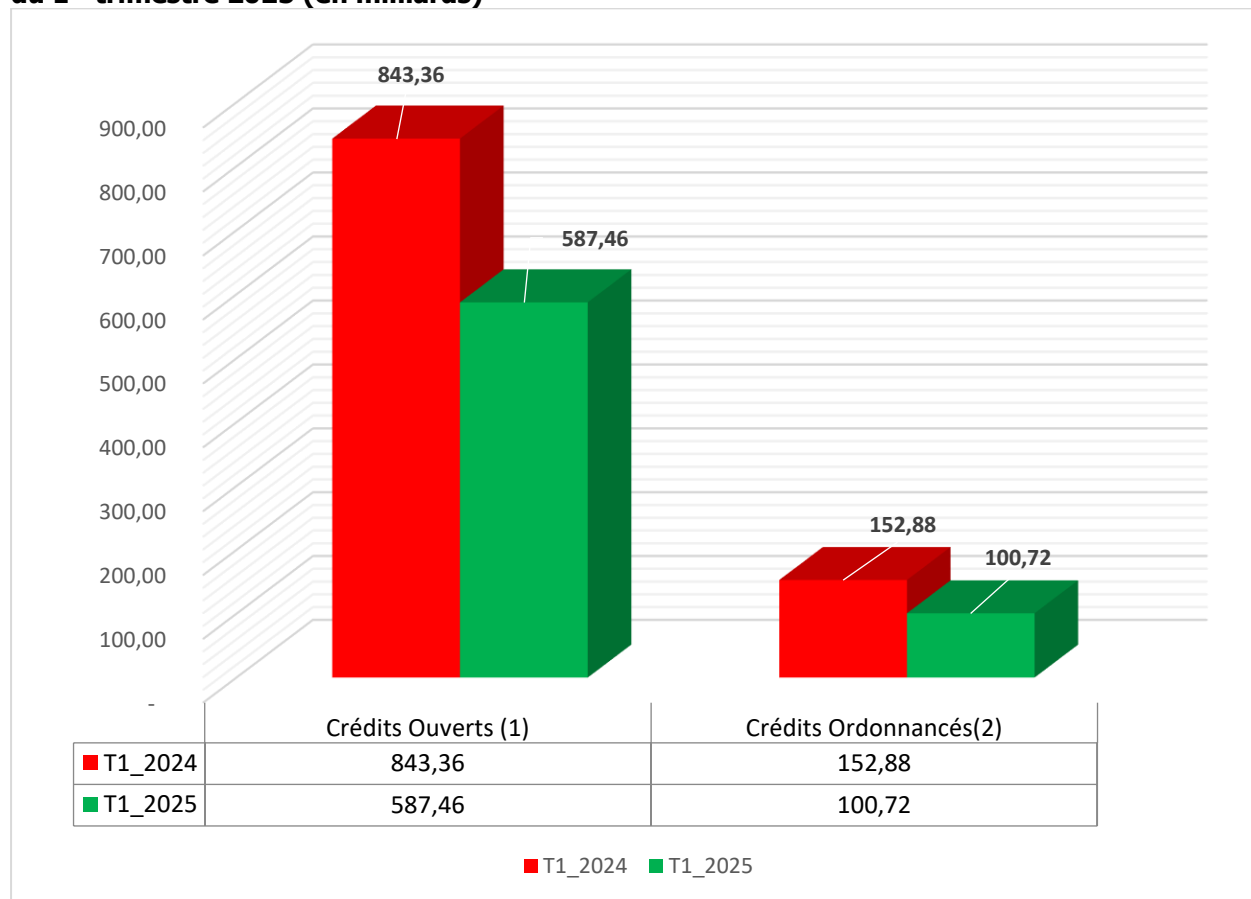
Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

En termes de volume, les investissements exécutés par l'État constituent la catégorie de dépenses la plus faible. Ce niveau d'exécution est porté par les secteurs de la **défense (26,5%), les Affaires économiques (25,5%), la protection de l'environnement (14,4%)**. Cette situation s'explique par des procédures de passation de marchés qui ne se dénouent généralement qu'à la fin du premier semestre pour cette catégorie de dépense.

4.1.2 Dépenses de transferts en capital

Les transferts en capital ont été ordonnancés à hauteur de **100,72 milliards** contre **152,88 milliards** un an auparavant, soit une baisse de **52,16 milliards**.

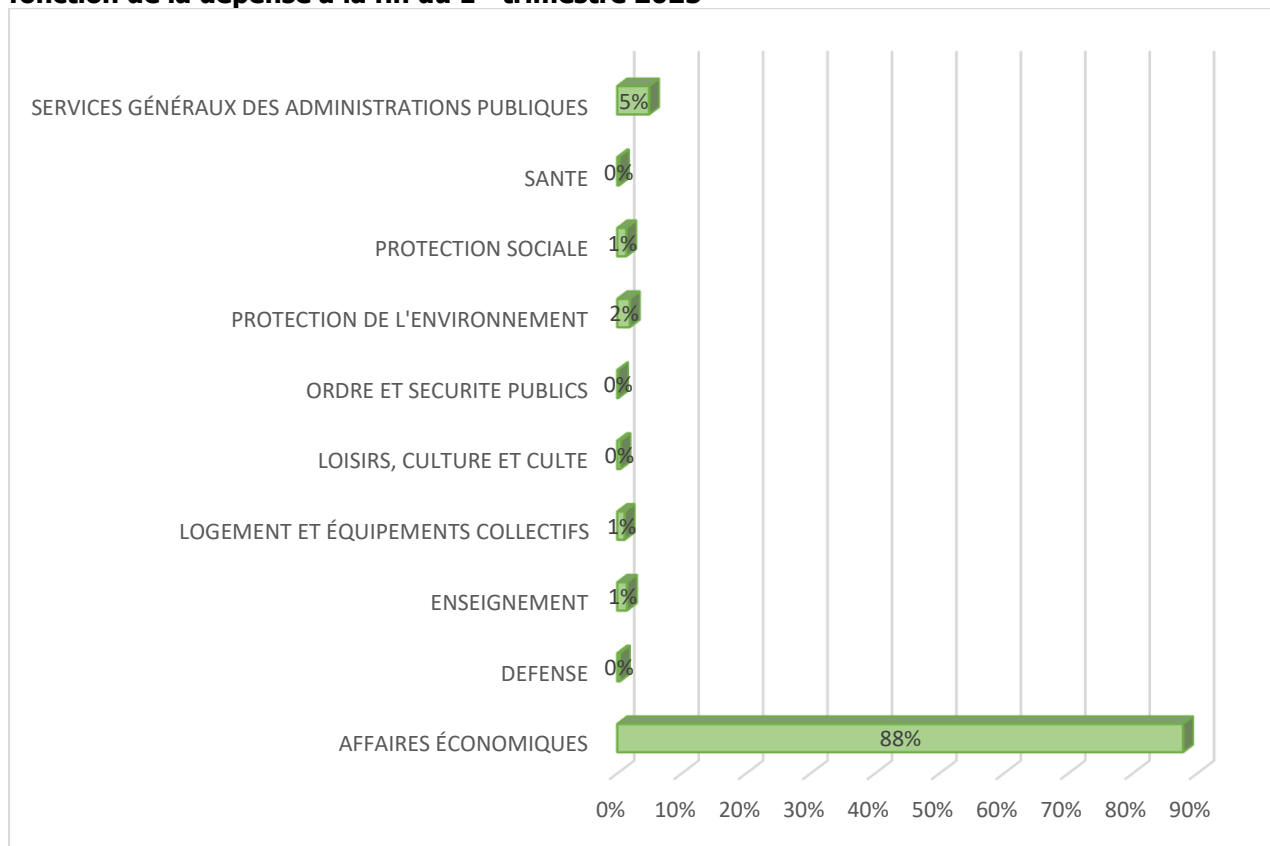
Figure 12 : Evolution de l'exécution des crédits des dépenses de transferts en capital à la fin du 1^{er} trimestre 2025 (en milliards)



Source : SYSBUDGEP/DGB

La répartition du niveau d'exécution des dépenses de transfert en capital selon la classification fonctionnelle est déclinée dans la figure ci-dessous.

Figure13 : Répartition du niveau d'exécution des dépenses de transferts en capital selon la fonction de la dépense à la fin du 1^{er} trimestre 2025



Source : SYSBUDGEP/DGBMFB

A l'analyse, le niveau de mobilisation des transferts en capital est tiré principalement par les **affaires économiques** qui concentrent **87,8%** de ces dépenses à travers les programmes budgétaires :

- **l'Augmentation de la productivité et de la valorisation des produits agricoles** pour 70 milliards des crédits pour le financement de la campagne agricole ;
- le **Développement, gestion et entretien des infrastructures routières** pour 6,54 milliards.

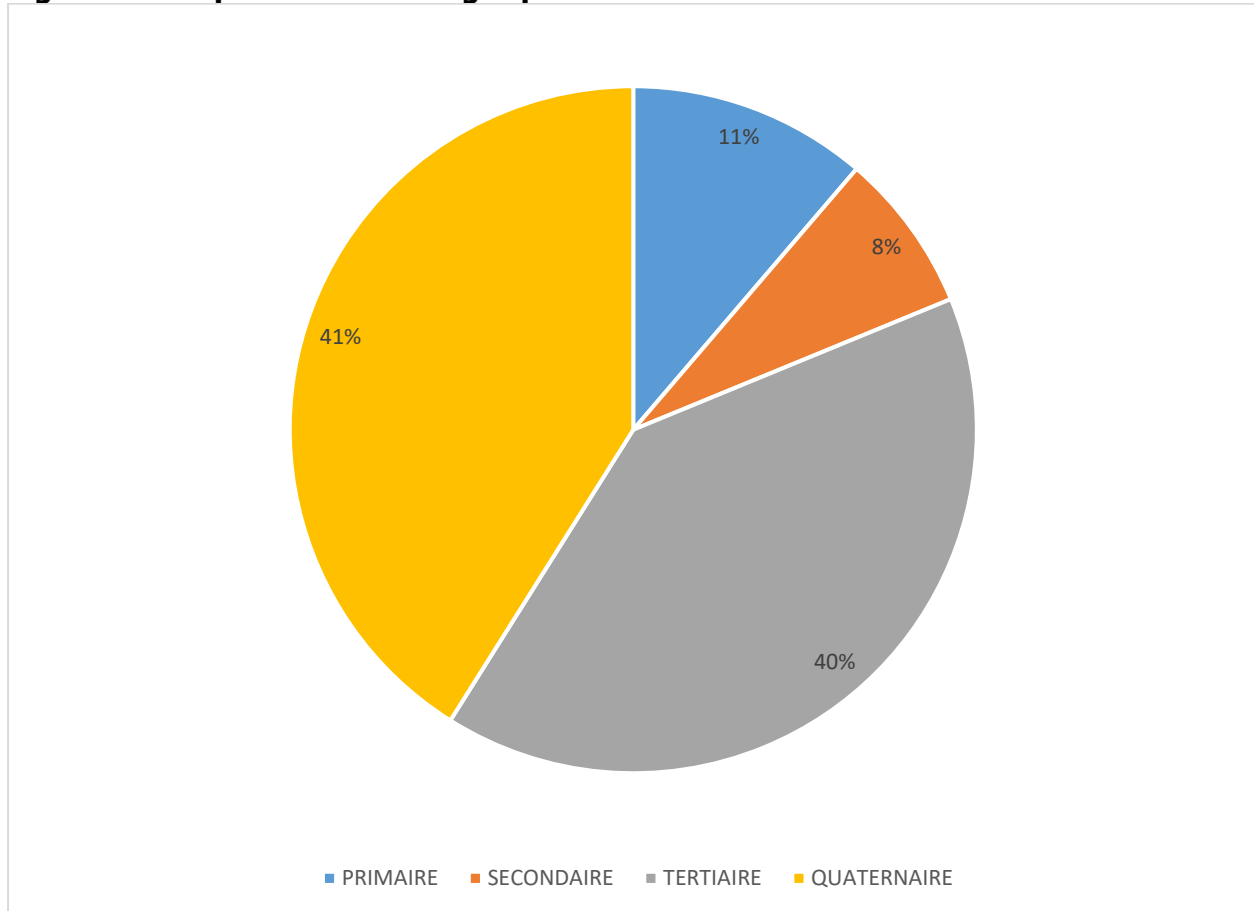
4.2 Dépenses en capital financées sur ressources extérieures

Les dépenses en capital financées sur ressources extérieures se sont établies à **185,20 milliards (soit 15,87%)**, sur des prévisions de **1 167,00 milliards** dans la Loi de Finances Initiale (LFI) de 2025.

Les ressources extérieures mobilisées sont constituées de prêts projets pour un montant **177,2 milliards** et de dons en capital pour **8,0 milliards**.

L'analyse de l'exécution sectorielle de ces dépenses montre une prédominance du secteur quaternaire avec **76,8 milliards** mobilisés, **soit 41%** des ordonnancements. Le secteur tertiaire a mobilisé **45,7 milliards**, soit **25,3%**. Le secteur primaire a bénéficié d'un montant de **21 milliards**, soit **11%**. Enfin, le secteur secondaire a capté **14 milliards**, soit **7,5%**.

Figure 14 : Répartition des tirages par secteur à fin mars 2025



Source : MFB/DGB/DODP

III. LES RECETTES ET DEPENSES DU FONDS NATIONAL DE RETRAITE (FNR)

La situation d'exécution budgétaire du FNR fait ressortir un solde excédentaire de **11,70 milliards** à fin mars 2025 contre **10,64 milliards** à la même période de l'année précédente, soit une augmentation de **1,07 milliard**. Cet excédent se justifie par l'évolution haussière du nombre de cotisants **(+1 089)** qui est passé de **74 240** à **75 329**.

Les recettes générées par le régime de base se sont chiffrées à **38,86 milliards** et celles du régime complémentaire à **6,31 milliards**, soit un cumul de **45,17 milliards**.

Comparativement à la même période de l'année précédente, les recettes totales sont en hausse de **2,18 milliards**.

Les dépenses du régime de base, du régime complémentaire et des remboursements sont respectivement arrêtées à **33,05 milliards, 0,28 milliard et 0,131 milliard**, soit un total de **33,47 milliards**. Par rapport aux prévisions de la LFI 2025, le taux d'exécution est ressorti à **20,03 %**.

Par rapport à la même période de l'année précédente, les dépenses globales ont augmenté de **1,11 milliard**.

Tableau 5 : Situation d'exécution du FNR à la fin du premier trimestre 2025 en milliards

	LFI 2025	T1_2024	T1_2025	Ecart n/n-1
Recettes (en milliards F CFA)	167,1	42,99	45,17	2,182
dont régime complémentaire		5,707	6,31	0,599
Nombre de cotisants		142 068	147 565	5 497
Dépenses (en milliards F CFA)	167,1	32,353	33,47	1,115
Nombre Allocataires		74 240	75 329	1089
Solde du FNR	0	10,637	11,704	1,067

Source : DP/DGB/MFB

IV. LES RESSOURCES ET DEPENSES DES ORGANISMES PUBLICS

La situation d'exécution budgétaire analysée à fin mars 2025 concerne **176 organismes publics** (OP) du secteur parapublic qui cumulent un **budget de 2 140,73 milliards**. Ils sont constitués de :

- trente-quatre (34) agences ;
- trente-cinq (35) structures administratives similaires ou assimilées ;
- trente-six (36) établissements publics de santé ;
- vingt et un (21) Universités, Facultés, écoles supérieures et ISEP ;
- sept (07) Centres régionaux des œuvres universitaires (CROUS) ;
- quatorze (14) Ecoles et Instituts ;

- quatorze (14) établissements publics à caractère administratif local (Agences régionales de Développement) ;
- quinze (15) établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC).

1. Situation des budgets prévisionnels

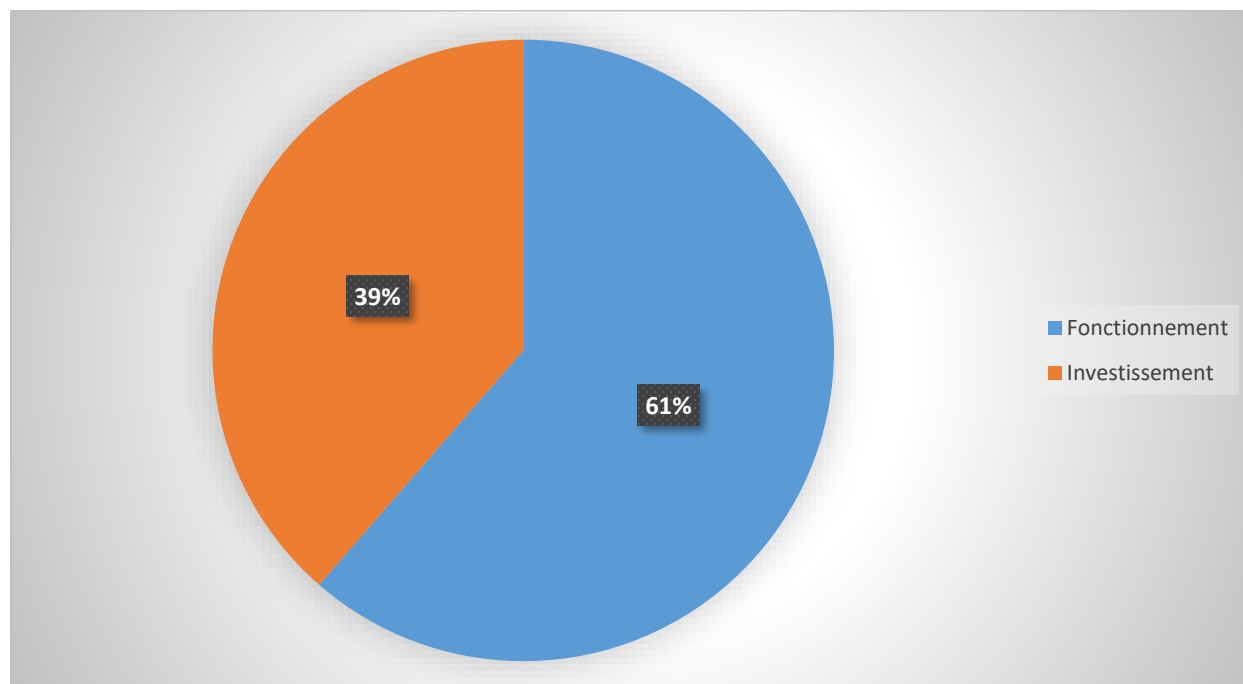
Les entités suivies au premier trimestre 2025 cumulent un budget prévisionnel de **2 140,73 milliards**.

Les ressources de ces entités comprennent :

- **les ressources propres : 1 136,44 milliards**, soit **53,1%** ;
- **les transferts directs de l'Etat : 537,22 milliards**, soit **25,1%**, décomposés en transferts courants pour **404,18 milliards** et en transferts en capital pour **133,03 milliards** ;
- **les ressources extérieures (PTF) pour 450,41 milliards**, soit **21,0%** et
- **les autres emprunts pour 16,66 milliards**, soit **0,8%** des prévisions de recettes globales.

Les dépenses de fonctionnement représentent **61,41%** des crédits ouverts contre **38,59%** pour l'investissement.

Figure 15 : Structure du budget prévisionnel par nature de dépense



Source : DSP/DGCPT/MFB

Les dépenses de personnel sont arrêtées à **331,57 milliards** en 2025 contre **281,11 milliards** en 2024, soit une hausse de **50,46 milliards**.

Les dépenses de personnel représentent 25,22% de la section de fonctionnement et 15,49% du budget global.

2. Situation d'exécution budgétaire

Les ressources mobilisées au 31 mars 2025 s'élèvent à **509,04 milliards**, soit **23,73%** des prévisions.

Les réalisations de recettes sont réparties comme suit :

- **les ressources propres** ont atteint un montant de **336,47 milliards**, soit un taux de réalisation de 29,1% en valeur relative ;
- les transferts de l'Etat sont exécutés respectivement à **92,94 milliards** dont **87,16 milliards** en transferts courants et **5,78 milliards** sous forme de transferts en capital ;
- les transferts des PTF sont réalisés à **79,60 milliards** ;
- le financement par emprunt bancaire est de l'ordre de **0,027 milliard**, soit 0,16% des prévisions initiales.

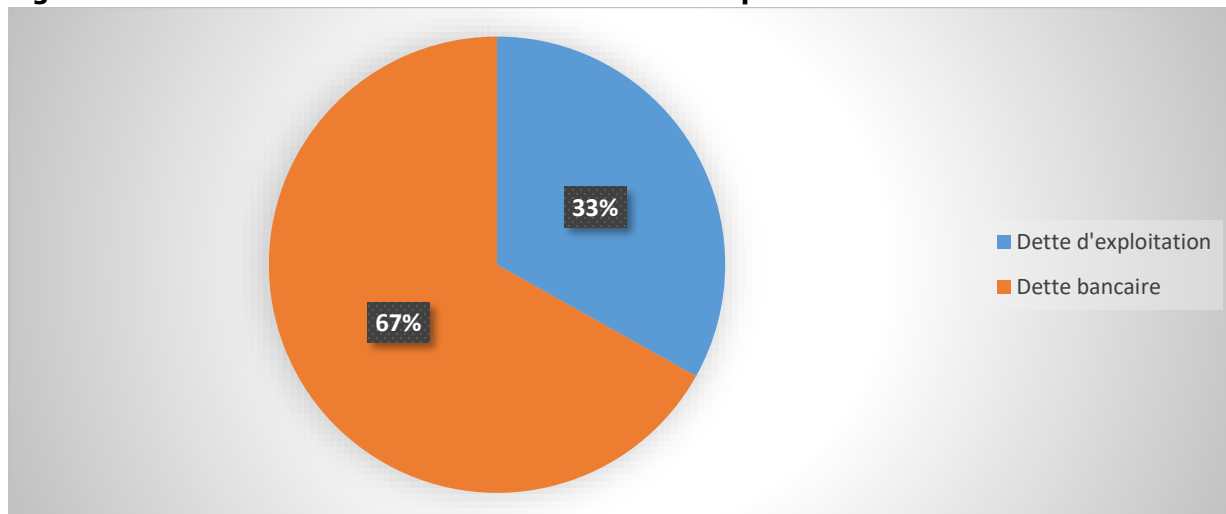
Le taux d'exécution globale des dépenses (base prise en charge) s'établit à **15,80%**, soit un montant de **338,32 milliards**. Les dépenses de fonctionnement sont exécutées à hauteur de **258,83 milliards** et celles d'investissement à **79,50 milliards**, soit respectivement **19,69%** et **9,62%** des prévisions.

Les dépenses de personnel ont été exécutées à hauteur de **75,06 milliards**, soit **29%**.

3. Situation de la dette

La dette globale des 176 structures se chiffre à **792,88 milliards** et se décompose en **dette d'exploitation (262,67 milliards)** et en **dette bancaire (530,21 milliards)**.

Figure 16 : Structure de la dette des entités suivies au premier trimestre 2025



Source : DSP/DGCPT/MFB

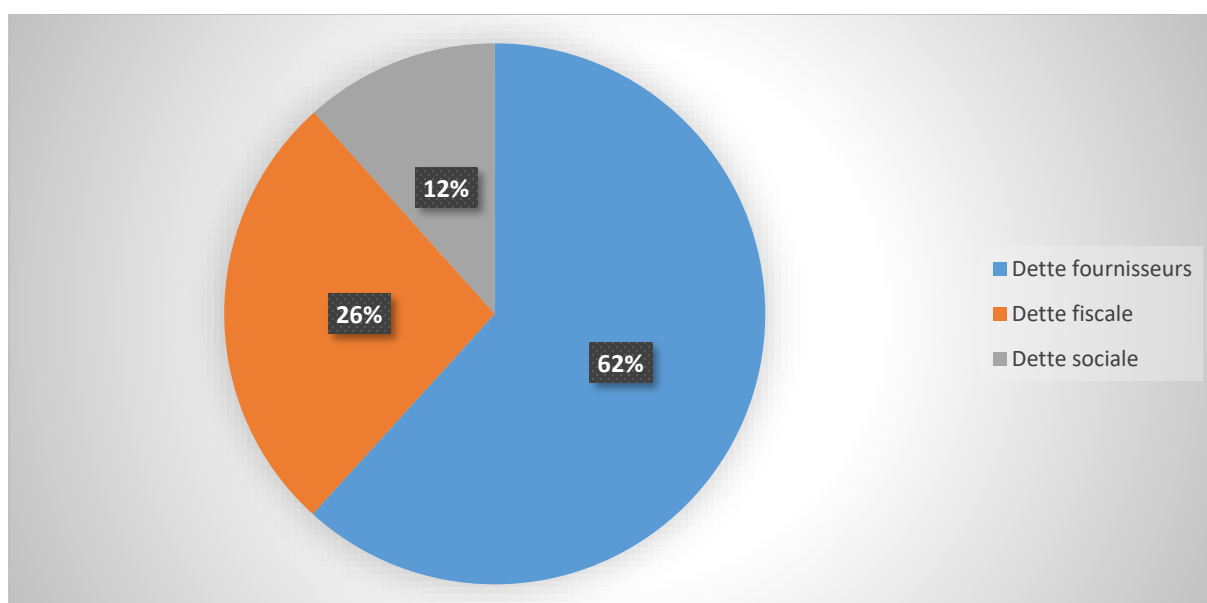
La dette bancaire du secteur est ainsi répartie :

- + 504,04 milliards pour le FERA ;
- + 2,09 milliards pour l'ASER ;
- + 24,04 milliards pour le FHS ;
- + 0,03 milliard de découvert bancaire pour le CHR de Tambacounda.

La dette d'exploitation qui s'élève à **226,77 milliards** est ainsi décomposée :

- dettes fournisseurs de **150,76 milliards** ;
- dettes fiscales de **54,18 milliards** et
- dettes sociales de **21,83 milliards**.

Figure 17 : Structure de la dette d'exploitation des entités suivies au premier trimestre 2025



Source : DSP/DGCPT/MFB

ANNEXES

Annexe 1 : Situation détaillée d'exécution des recettes internes du budget général (en F CFA)

Nature de la recette	TRIM_1_2024	TRIM_1_2025
A1 RECETTES	936 761 721 955	1 027 816 352 984
A11 Recettes fiscales	860 822 282 528	960 256 687 077
A111 Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	297 347 435 700	371 974 930 846
A1111 A la charge des personnes physiques	151 307 557 163	166 153 333 747
A1112 impôts sur les Sociétés et autres entreprises	146 004 614 030	205 821 597 099
A1113 Non ventilables	35 264 507	-
A112 Impôts sur les salaires et la main-d'œuvre	10 858 126 972	14 848 070 644
A113 Impôts sur le patrimoine	8 635 865 508	7 102 232 279
A1133 Impôts sur les mutations par décès, les successions, les donations entre vifs et les legs	313 901 854	696 357 042
A1134 Impôts sur les transactions financières et en capital	8 321 963 654	6 405 875 237
A114 Impôts sur les biens et services	410 045 666 675	438 328 447 559
A1141 Impôts généraux sur les biens et services	281 651 831 740	303 634 302 871
A11411 Impôts sur la valeur ajoutée	274 091 117 124	293 796 999 046
A11413 Impôts sur le chiffre d'affaires et autres impôts généraux sur les biens et services	-	-
A1142 Accises	73 069 680 700	76 350 863 702
A1144 Taxes sur des services déterminés	-	-
A1145 Taxes sur l'utilisation ou la permission d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	25 574 981 361	25 604 970 870
A11451 Taxes sur les véhicules à moteur	1 095 352 724	1 217 083 556
A11452 Autres	25 574 981 361	24 387 887 314
A115 Impôts sur le commerce extérieur et les transactions	120 535 301 633	117 777 781 353
A1151 Droits de douane et autres droits à l'importation	120 535 301 633	117 777 781 353
A1152 Taxes à l'exportation	-	-
A116 Autres recettes fiscales	13 399 886 040	10 225 224 396
A13 Dons	28 058 649 999	8 000 000 000
A131 Reçus d'administrations publiques étrangères	28 058 649 999	8 000 000 000
A1311 Courants	-	-
A1312 En capital	28 058 649 999	8 000 000 000
A132 Reçus d'organisations internationales	-	-
A133 Reçus d'autres unités d'administration publique	-	-
A14 Autres recettes	47 880 789 427	59 559 665 907
A141 Revenu de la propriété	38 649 267 497	37 964 690 366
A1411 Intérêts	185 011 773	172 740 964
A1412 Dividendes	5 999 999 600	9 300 000 000
A1415 Loyers	32 464 256 124	28 491 949 402
A142 Ventes de biens et services	3 446 927 616	2 795 318 866
A1422 Droits administratifs	3 446 927 616	2 795 318 866
A1423 Ventes résiduelles des établissements non marchands	-	-
A143 Amendes, pénalités et confiscation	-	-
A145 Recettes diverses non identifiées	5 784 594 314	18 799 656 675

Source : DEES/DGCPT/MFB

Annexe 2 : Situation d'exécution des crédits de paiement répartis par ministère ou institution, par programme ou dotation et par catégorie de dépenses au 31 mars 2025

Télécharger le tableau sur www.budget.gouv.sn

Annexe 3 : Situation d'exécution des crédits de paiement répartis par ministère ou institution selon la fonction (en milliards FCFA) au 31 mars 2025

Libellé Section	SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	DEFENSE	ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLIQUES	AFFAIRES ÉCONOMIQUES	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	SANTÉ	LOISIRS, CULTURE ET CULTES	ENSEIGNEMENT	PROTECTION SOCIALE	Total général
Présidence de la République	13,48	0,21	0,00	3,08	0,05	0,08	0,00	0,05	0,00	0,28	17,22
Assemblée Nationale	5,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,72
Conseil Economique Social et Environnemental	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Conseil Constitutionnel	0,00	0,00	0,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,24
Cour Suprême	0,00	0,00	0,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,71
Cour des Comptes	0,00	0,00	2,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,72
Haut Conseil des Collectivités Territoriales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Primature	1,93	0,00	0,00	0,26	0,00	0,00	0,25	0,06	0,46	0,25	3,21
Ministère de l'Intégration africaine et des Affaires étrangères	10,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,09	0,00	0,00	10,81
Ministère des Forces Armées	0,00	23,76	0,00	0,00	0,00	0,19	0,81	0,00	0,16	0,24	25,16
Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique	4,09	0,02	10,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14,65
Ministère de la Justice	0,15	0,00	2,29	0,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,53	1,11	4,16
Ministère de la Fonction publique et de la Réforme du Service public	0,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,09
Ministère du Travail, de l'Emploi et des Relations avec les Institutions	0,00	0,00	0,00	0,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,06	0,40
Ministère des Pêches, des Infrastructures maritimes et portuaires	0,00	0,00	0,02	3,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,02	0,00	3,11
Ministère des Finances et du Budget	7,05	0,00	0,00	170,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,68	0,01	177,77
Ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Elevage	0,01	0,00	0,00	78,30	0,00	0,00	0,00	0,40	0,04	0,00	78,75
Ministère de l'Education Nationale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00	17,70	0,00	17,71
Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture	0,00	0,00	0,00	0,41	0,00	0,00	0,00	2,71	0,14	0,05	3,32
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14,33	0,00	0,18	0,14	14,65
Ministère de l'Environnement et de la Transition écologique	0,00	0,00	0,00	3,16	1,83	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00	5,00
Ministère de la Famille et des Solidarités	0,06	0,00	0,00	2,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11,32	14,21
Ministère de la Formation Professionnelle	0,00	0,00	0,00	0,20	0,00	0,00	0,00	0,00	2,76	0,00	2,97
Charges non Réparties	27,23	0,00	0,00	12,98	0,00	0,50	0,00	0,00	0,00	0,00	40,72

Libellé Section	SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	DEFENSE	ORDRE ET SECURITE PUBLIQUES	AFFAIRES ÉCONOMIQUES	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	SANTÉ	LOISIRS, CULTURE ET CULTES	ENSEIGNEMENT	PROTECTION SOCIALE	Total général
Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	2,21	0,00	0,00	0,85	0,00	0,00	0,00	0,34	0,00	0,00	3,40
Ministère de la Communication, des Télécommunications et du Numérique	0,00	0,00	0,00	8,11	0,00	0,00	0,00	3,17	0,00	0,00	11,27
Ministère de la Microfinance et de l'Économie sociale et solidaire	0,13	0,00	0,00	0,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,26	0,66
Ministère de l'Énergie, du Pétrole et des Mines	0,10	0,00	0,00	2,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,96
Ministère de l'Urbanisme, des Collectivités territoriales et de l'Aménagement des territoires	1,92	0,00	0,00	1,18	21,55	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27,64
Ministère de l'Hydraulique et de l'assainissement	0,06	0,00	0,00	0,01	1,91	2,16	0,00	0,00	0,00	0,01	4,14
Ministère de l'Industrie et du Commerce	0,05	0,00	0,00	2,81	0,00	0,15	0,00	0,00	0,04	0,00	3,05
Ministère des Infrastructures et des Transports terrestres et aériens	0,15	0,00	0,00	21,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,24	0,00	22,20
Ministère du Tourisme et de l'Artisanat	0,05	0,00	0,00	1,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,57
Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	0,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	131,63	0,00	131,75
Total général	75,31	23,99	16,51	314,19	25,34	6,08	15,40	6,81	154,58	13,73	651,94

Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

Annexe 4 : Situation d'exécution des crédits de paiement répartis par fonction selon la catégorie de dépenses (en milliards F CFA) au 31 mars 2025

Divisions	3. Dépenses d'acquisition de biens et services	4. Dépenses de transferts courants	5. Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	6. Dépenses de transferts capital	Total général
AFFAIRES ÉCONOMIQUES	2,53	222,53	0,67	88,46	314,19
DEFENSE	12,25	10,64	0,70	0,40	23,99
ENSEIGNEMENT	16,67	136,35	0,06	1,50	154,58
LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	0,53	4,17	0,23	1,15	6,08
LOISIRS, CULTURE ET CULTE	0,19	6,12	0,00	0,50	6,81
ORDRE ET SECURITE PUBLICS	3,80	12,37	0,21	0,13	16,51
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	0,92	22,09	0,38	1,95	25,34
PROTECTION SOCIALE	0,57	11,68	0,08	1,40	13,73
SANTE	6,27	8,85	0,01	0,28	15,40
SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	40,92	29,13	0,29	4,96	75,31
Total général	84,65	463,93	2,64	100,72	651,94

Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB